

Les alertes sur l'impact du changement climatique se multiplient



De nombreuses institutions académiques, des organisations non gouvernementales et des leaders communautaires ont lancé des mises en garde à de très nombreuses reprises contre les conséquences négatives du changement climatique, mais maintenant, une nouvelle voix s'ajoute, peut être un peu inattendue pour certains et pour d'autres, comme le président des États-Unis, Donald Trump, elle sera très gênante.

Il s'agit de la Banque Mondiale, institution multilatérale de crédit qui est, en règle générale, d'accord avec les politiques de Washington quel que soit le locataire de la Maison-Blanche. Et bien, cette institution a publié une étude qui affirme que, si la tendance actuelle de réchauffement global se maintient, environ 143 millions de personnes seront obligées de quitter leurs lieux d'origine d'ici 2050, date relativement proche.

Selon l'étude, cette vague migratoire supplémentaire à celle existant déjà pour des raisons économiques, politiques et sociales, apparaîtra en trois points concrets de

la planète.

La Banque Mondiale signale que les déplacements potentiels seront en Afrique Sous-saharienne, où ils affecteront 86 millions d'êtres humains, le sud-est de l'Asie, avec 40 millions et l'Amérique Latine et les Caraïbes, avec 17 millions.

Les trois régions, affirme l'entité, regroupent 55% de la population du dit monde en développement, c'est-à-dire la partie pauvre de la terre et ces 143 millions d'émigrants potentiels représentent 2,8% du total de leurs habitants, un chiffre significatif.

Le réchauffement global est déjà un fait mais ses conséquences vont s'aggravant au passage des ans sous forme, particulièrement de sécheresses fortes et prolongées comme celle que vivent actuellement les plaines africaines, d'inondations sévères similaires à celle survenues récemment au Bangladesh ou de tempêtes très intenses et de longue durée qui ravagent les zones côtières. Il faut signaler aussi la perte de territoire dans des zones insulaires à cause de l'élévation du niveau de la mer.

Cela provoque la détérioration des cultures, une des causes de l'augmentation de la faim et des conflits ces derniers temps.

Au début, les populations affectées se déplaceront vers des centres urbains et semi-urbains pour échapper aux dégâts, mais ceux-ci ont une capacité limitée pour les accueillir dans des conditions de vie dignes.

C'est pourquoi la Banque Mondiale signale qu'ils grossiront les grandes masses humaines qui se déplacent d'ores et déjà vers le Nord développé, à moins que l'on prenne des mesures pour rendre réversibles les dégâts du changement climatique.

L'une d'entre elles, la plus urgente, est freiner l'émission des gaz à effet de serre, ce qui implique un engagement de la part des pays industrialisés. Cela est déjà contenu dans l'Accord de Paris, un instrument que le président des États-Unis, Donald Trump a abandonné, avec l'argument saugrenu selon lequel il s'agirait d'un mythe alimenté par les rivaux de cette puissance hégémonique.

Nous supposons qu'il ne viendra pas à l'esprit de l'hôte de la Maison-Blanche de dire que la Banque Mondiale est en train de conspirer contre l'économie des États-Unis, mais à vrai dire on peut tout attendre de lui!



Radio Habana Cuba